

<http://www.ujfp.org/spip.php?article5834>



Un rassemblement de soutien à Salah Hamouri

- L'UJFP en action - L'UJFP dans les médias -



Date de mise en ligne : vendredi 1er septembre 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par Damien Roustel. Publié le jeudi 31 Août 2017 sur le site de l'Humanité.

Une centaine de personnes ont réclamé, jeudi 31 août à Paris, la libération de l'avocat franco-palestinien détenu arbitrairement par Israël depuis une semaine. Une autre manifestation est prévue lundi 4 septembre vers 18h dans un lieu encore à déterminer.



Photo : Jérémie Courdié @JeremieCourdie

« Liberté pour Salah Hamouri, liberté pour Salah Hamouri et les prisonniers palestiniens ». A l'appel de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) et d'autres organisations du collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et israéliens, une centaine de militants des droits de l'homme, de la cause palestinienne, et d'organisations politiques du Parti communiste français (PCF) et de la France insoumise (FI), ont réclamé la fin de l'emprisonnement arbitraire du franco-palestinien Salah Hamouri. Arrêté sans motif le 23 août par les autorités israéliennes, cet avocat de 32 ans, déjà détenu de 2005 à 2011, a été placé en détention administrative sur décision du ministère de la défense pour une période de six mois renouvelable indéfiniment. La justice israélienne, qui a la

possibilité de libérer Salah Hamouri, a donné cinq jours à ses avocats pour préparer la défense de leur client. D'ici-là ses soutiens en France comptent bien faire réagir un pouvoir français pour l'instant silencieux, d'où la raison de la tenue de ce rassemblement à la sortie de la station de métro Invalides, à proximité du ministère des Affaires étrangères.

« Quel est son crime ? »

« J'ai reçu l'annonce de l'arrestation de Salah Hamouri comme un coup de tonnerre et un coup de colère. Salah Hamouri a déjà passé sept ans de sa jeunesse pour n'avoir rien fait. Il est Français. Il a le droit de bénéficier de la protection de la France. Nous ignorons si, au niveau de l'État et du gouvernement, les autorités françaises sont intervenues », déclare à la foule Bertrand Heilbronn, président de l'AFPS. « Nous disposons de quelques jours pour faire bouger les choses », ajoute-t-il. « Quel est son crime ? », demande Renée Le Mignot, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap). « De défendre les droits légitimes du peuple palestinien et de ne jamais renoncer », répond-elle. Avant de rappeler que la mesure de la détention administrative utilisée par Israël était en vigueur en Afrique du Sud du temps de l'apartheid. « Tout cela en violation des normes du droit international et en particulier de la quatrième Convention de Genève qui stipule qu'un individu accusé a le droit de se défendre », indique Jean-Guy Greilsamer de l'Union juive française pour la paix (UJFP). « Nous dénonçons le silence de la France et sa position honteuse », poursuit-il.

« Ce qui me frappe, c'est l'absence d'intervention à la hauteur de la France. Paris doit jouer son rôle. Il ne s'agit pas d'un combat périphérique mais international pour la justice et la liberté », martèle la députée France insoumise Clémentine Autain. « Nous ne pouvons pas accepter ces silences et cette complaisance de la France », renchérit Danièle Simonnet du Parti de gauche. « Le gouvernement israélien ne se remet pas d'avoir dû libérer Salah Hamouri en 2011. Il ne l'a jamais digéré. S'il l'arrête aujourd'hui, c'est parce qu'il sent qu'il a la possibilité de le faire », affirme la députée communiste Elsa Faucillon. « Exigeons la libération la plus rapide », lâche-t-elle.

Patrick le Hyaric reçu par un diplomate du Quai d'Orsay

A l'issue de ce rassemblement, comme cela avait annoncé, Bertrand Heilbronn et le député européen communiste et directeur du journal l'Humanité Patrick le Hyaric, ont pu être reçu par un diplomate du Quai d'Orsay. « De cette entrevue, il ressort qu'une fenêtre existe pour faire en sorte que l'on puisse libérer Salah Hamouri avant qu'il soit condamné à six mois de prison. Mais pour cela, il faut que le président Macron et son ministre des Affaires étrangères Le Drian interviennent auprès de leur homologue », raconte le président de l'AFPS. Afin de maintenir la pression sur les autorités françaises, une autre manifestation devrait être organisée le lundi 4 septembre vers 18 heures, à Paris, dans un lieu encore à déterminer.

Damien Roustel